

Covid-19 : « La gestion de l'épidémie n'est pas qu'une affaire de santé publique mais revêt une dimension économique et politique »

Tribune

Carine Milcent
Economiste

L'économiste Carine Milcent revient dans une tribune au « Monde » sur les différentes stratégies employées à travers le monde pour combattre l'épidémie. Les pays les plus riches continuent de privilégier la sécurité sanitaire nationale au détriment d'une approche globale et solidaire.

On identifiait deux stratégies : la stratégie zéro Covid ou la stratégie du « vivre avec ». La situation est devenue plus complexe avec le variant Delta où la vaccination devient un atout incontournable pour lutter contre la propagation du virus Covid-19. Une couverture vaccinale, la plus large possible est actuellement la solution privilégiée. Toutefois, des différences de réponses apportées à chaque population persistent. Elles peuvent être regardées à partir de deux dimensions : la capacité d'isolement des populations et la capacité d'obtention de vaccins. L'intersection de ces deux dimensions permet de mieux comprendre les choix politiques opérés.

La première dimension est le choix d'isolement qui dépend de la capacité d'isolement ; les pays le sont par leur géographie comme la Nouvelle-Zélande ou Singapour, par leur géopolitique comme la Corée du Nord ou encore par les règles de leur régime comme la Chine. Par ailleurs, ces pays partagent soit une faible densité de population ; soit une légitimité pour les prises de décisions de confinement local ou global dès lors d'un amorçage d'apparition de nombre de cas infectés. Ceci implique une résilience forte des populations et une confiance pleine dans la justification des décisions politiques prises et/ou une acceptation complète. Dans ce cas, les pays peuvent mener une politique de contrôle sanitaire très strict. Les arrivées et les départs sont sous contrôle serré. A la moindre alerte, des mesures drastiques sont mises en place pour éviter l'étendue de la contagion. Les zones concernées sont tout de suite isolées du reste du territoire. Pour ces pays, la politique d'éradication du virus a prévalu jusqu'à maintenant. Toutefois, les interactions sociales et les échanges de pensées avec l'extérieur se font presque exclusivement à distance. Ainsi, la philosophie de citoyen du monde s'y efface. Si la série de variants se poursuit, elle pose la question des conséquences de ce repli sur soi.

D'autres pays ont une faible capacité d'isolement et l'idée du « vivre avec le virus est ce qui prévaut. Il s'agit de pays dont les frontières sont définies comme poreuses, géographiquement mais aussi par construction politique. Les pays membres de l'Union

Carine Milcent (CNRS) et prof. ass. PSE
Carine.milcent@psemail.eu

Européenne, dont la France, en font partis. Une fermeture des frontières n'est alors ni réaliste ni économiquement souhaitable. La France est par définition un pays ouvert. Cela poserait la question des frontaliers, des touristes. Et surtout, cela demanderait une infrastructure que nous n'avons plus depuis longtemps et dont la mise en place est difficilement imaginable à court terme. La faible capacité d'isolement concerne également des pays dont

l'économie est presque exclusivement tournée vers le tourisme. Ces Etats font face à un arbitrage entre les effets délétères de l'absence d'entrée de richesse par l'absence de touristes et le contrôle de l'expansion du virus Covid-19 sur son territoire.

La deuxième dimension est le choix de la couverture vaccination en fonction de la capacité d'obtention du vaccin. Des pays comme la Chine ou la Russie ont développé leur propre vaccin à travers des industries pharmaceutiques privés en lien avec l'Etat. Ces pays sont en mesure de mettre en place une couverture vaccinale basée sur un brevet local et une production locale. Ils sont donc moins soumis aux aléas de disponibilité des stocks de vaccins et l'Etat a un plus grand contrôle sur le prix d'achat. Ils ont également la possibilité de mener une diplomatie sanitaire bilatérale par la distribution de stocks de vaccins nationaux. Ces vaccins véhiculent une protection contre le virus Covid-19 et propagent, à travers la preuve de leur succès, la réussite de régimes politiques autoritaire en place dans ces pays. D'autres pays, comme les Etats-Unis, ont également assisté au succès de leurs industries pharmaceutiques mais avec un lien plus ténu entre le laboratoire et l'Etat. Si le pays s'enorgueillit de ce succès, les retombées internes sur le plan sanitaire sont plus complexes. Ils n'ont pas les mêmes leviers sur les possibilités de négociation du prix et les retombées en termes de diplomatie sanitaire, sont plus floues.

D'autres pays riches dépendent de l'extérieur pour l'approvisionnement en vaccin. Dans l'arbitrage entre la lutte rapide contre le virus Covid-19 et le ralentissement de l'économie, certains pays ont fait le pari d'achat précoce de vaccins pour une large couverture, le plus rapidement possible. Israël est un bon exemple: les dépenses publiques pour l'achat des vaccins à un prix élevé ont été estimées comme balancées par une activité économique plus faiblement affectée par la crise sanitaire.

A l'inverse, les pays pauvres traversent cette crise sanitaire sans capacité de couvrir leur population par la vaccination.

Le croisement de ces deux dimensions de choix explique la complexité des décisions politiques. Ajoutons qu'outre la Chine, les pays qui ont opté pour l'isolement sont ceux qui jusqu'alors avait un taux de vaccination faible.

Les pays, trop pauvres pour se lancer dans la course à l'achat de vaccins assistent à la diffusion du virus, d'autant plus s'ils sont dépendant de l'activité touristique. Non seulement, ils sont dans l'incapacité de proposer suffisamment de vaccins à leur population et font face à une flambée des cas de contamination mais, ils se trouvent également gravement touchés par les effets indirects de la crise sanitaire sur le plan économique. C'est pour eux, la double peine. La polémique autour de la levée des brevets les concerne en premier lieu.

La France, comme d'autres pays dont Européens, a décidé une couverture vaccinale maximale alors que la situation ne permet pas un isolement de ses habitants. Dit autrement, le pays n'est pas hermétique aux allers et venus de personnes vivant en-deçà et au-delà des frontières de ce pays. Cette politique, servant à une réduction de la propagation du virus, est propice à limiter le ralentissement de l'activité économique.

Carine Milcent (CNRS) et prof. ass. PSE
Carine.milcent@psemail.eu

Plus le pays maintient son activité économique et donc son PIB, et plus les dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire sont secondaires. Mais, cela implique un « vivre avec » le virus du Covid-19. Malgré les tests PCR, les durées d'incubation rendent alors possible les contaminations. Il y a donc une interdépendance entre la situation sanitaire pour ces pays et la propagation du virus à travers le monde. Il devient donc nécessaire d'adjoindre à cette politique intérieure, une action de multilatéralisme pour une plus grande distribution du vaccin pour l'ensemble de la planète.

Le décryptage des politiques mise en place pour lutter contre le virus Covid-19 est ici regardé au niveau macro. Les décisions politiques de gestion de l'épidémie sont ainsi non seulement de santé publique mais également de considérations économiques et politique. Aujourd'hui, l'objectif commun des pays riches est une sécurité sanitaire, les pays pauvres observant cet arbitrage et en subissant les décisions. Toutefois, la situation épidémique sur ces populations faiblement vaccinées a des rebonds sur l'ensemble des pays et en première ligne, ceux qui ne peuvent pas s'isoler. On assiste à une optimisation individuel de la sécurité sanitaire au dépend d'une optimisation globale.